

*Economic Development*, par CHARLES-P. KINDLEBERGER. Un vol., 6¼ po. x 9½, relié, 325 pages. — MCGRAW-HILL COMPANY OF CANADA LTD., 253 Spadina Road, Toronto 4, Ontario, 1958. (\$7-80)

Bernard Bonin

Volume 34, numéro 3, octobre–décembre 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001346ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001346ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bonin, B. (1958). Compte rendu de [*Economic Development*, par CHARLES-P. KINDLEBERGER. Un vol., 6¼ po. x 9½, relié, 325 pages. — MCGRAW-HILL COMPANY OF CANADA LTD., 253 Spadina Road, Toronto 4, Ontario, 1958. (\$7-80)]. *L'Actualité économique*, 34(3), 503–504.  
<https://doi.org/10.7202/1001346ar>

**Economic Development**, par CHARLES-P. KINDLEBERGER. Un vol., 6¼ po. × 9½, relié, 325 pages. — MCGRAW-HILL COMPANY OF CANADA LTD., 253 Spadina Road, Toronto 4, Ontario, 1958. (\$7.80).

L'auteur, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology, nous a déjà donné: *The Dollar Shortage*, *International Economics*, et *The Terms of the Trade*. Dans cet ouvrage, il essaie de retracer la conception actuelle du processus de croissance économique des pays sous-développés.

Après nous avoir mis au courant des difficultés que l'on rencontre en discutant de sous-développement en termes de revenu national *per capita*, l'auteur se tourne vers l'objet immédiat de son travail et il étudie d'abord les trois facteurs de production: les ressources naturelles, le capital et le travail.

À cause de la pauvreté en capital des pays sous-développés, les ressources naturelles leur sont d'une grande importance. La formation du capital, bien que nécessaire, ne peut expliquer à elle seule le développement économique. D'autres facteurs doivent entrer en ligne de compte, le travail en est un. Le chapitre consacré au travail contient une étude des changements sociaux qui peuvent agir sur le développement économique et non pas un simple relevé de la main-d'œuvre active dans les différents pays. L'auteur illustre sa pensée au moyen d'exemples.

Le progrès technologique est un autre facteur de développement. Par l'esprit d'imitation, les pays moins développés peuvent accéder plus rapidement à un standard de vie plus élevé. L'entrepreneur étant le propagateur du progrès technique, il a un rôle important à jouer dans le développement économique. En effet, si ce rôle de propagation fut accompli de façon plus ou moins consciente au cours de l'histoire, on assiste maintenant à des efforts venant non plus seulement des entrepreneurs, mais aussi des gouvernements, dans le but de refermer l'écart technologique entre les divers pays du globe.

Le processus de croissance peut être axé sur le développement des transports et des communications de façon à en réduire le coût et ainsi à élargir les élasticités de l'offre et de la demande. Même si le fait de compter sur le gouvernement comme agent de développement représente des avantages et des inconvénients, il reste que, dans certains cas, l'investissement gouvernemental est important, parfois même nécessaire. L'action du gouvernement se fait non seulement par des investissements, mais aussi par la mise en œuvre d'une politique monétaire ou fiscale. L'inflation ayant des effets plutôt désastreux sur le développement, on tente de l'enrayer par une action gouvernementale.

Bien que certains pays sous-développés souhaiteraient être plus densément peuplés, la plupart sont aux prises avec la surpopulation et tentent d'en enrayer l'accroissement.

Le nationalisme peut être une force positive dans le développement économique. La croissance des États-Unis fut favorisée par l'indépendance politique. Plusieurs régions du globe qui tentent de se développer, par exemple l'Asie, le

Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine, aspirent à l'indépendance. La difficulté est d'empêcher ce nationalisme de tourner en antagonisme stérile, ce qui nuit au développement.

Nous savons déjà, et les pays sous-développés le savent également, que la spécialisation du commerce international est indésirable à long terme, à cause des trop grandes fluctuations de prix des matières premières qui amènent des termes d'échange se détériorant constamment. L'auteur conseille par exemple de taxer l'investissement étranger pour obtenir des revenus, mais d'éviter le recours aux quotas, aux tarifs, etc.

Les pays sous-développés ont besoin d'investissements étrangers pour se développer. L'investissement direct aura parfois des effets favorables sur la balance des paiements de ces pays, effets qui pourront être annulés cependant si la demande de ces pays est très élastique. Le professeur Kindleberger discute aussi des autres formes d'investissements possibles: l'achat d'obligations gouvernementales, l'investissement par les organismes internationaux, les prêts et dons publics, l'envoi de surplus agricoles.

Cette dernière modalité constitue un investissement parce qu'elle empêche la formation de capital d'être «étouffée» par suite de l'impossibilité de répondre à une demande croissante de produits agricoles. En d'autres circonstances, les surplus agricoles peuvent stabiliser les termes d'échange entre les denrées alimentaires et les produits industriels et ainsi soutenir ou élargir le taux de formation du capital. À la page 276, l'auteur écrit ceci: «Il serait possible, sans doute, d'utiliser les surplus agricoles pour la formation de capital, sans les transformer, s'ils remplaçaient des importations habituelles et pour libérer des fonds pour l'achat de biens d'investissement ou d'autres biens de consommation. La difficulté, cependant, est que l'entente de 1954 exige que ce genre d'exportations se fasse en sus des ventes au comptant. L'entente stipule aussi que ce genre d'opérations ne doit pas se faire au détriment des pays amis.» Les démêlés canado-américains à ce sujet font de ce paragraphe, pour le moins, un objet de discussion.

L'emprunt à l'étranger hâte le développement, il ne le crée pas. Sans prêts, mais avec une capacité de transformation (ressources naturelles, etc.), un pays peut se développer, bien que plus lentement; avec des prêts, même illimités, mais sans capacité de transformation, il ne le peut pas.

La conclusion, c'est qu'on ne sait pas pour quelle raison exacte un pays sort de l'état d'équilibre stable pour devenir une région en croissance. Il semble cependant qu'il convienne d'abord d'insister sur le développement des transports et communications et de l'éducation. Ce qu'il importe, c'est de mettre le développement en marche, car un pays qui ne se développe pas, ne réussira jamais à refermer l'écart qui existe entre sa situation et celle des pays développés.

L'ouvrage du professeur Kindleberger n'est pas le premier sur ce sujet. Cependant, la division logique des chapitres, les exemples bien appropriés et le souci qu'à l'auteur de ne pas laisser de points obscurs, font de ce livre une contribution à la science économique. On peut cependant reprocher à l'auteur de faire un usage trop fréquent de la corrélation.

Bernard Bonin